



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -59,41 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2014 s'élève à -59,41 Md€ contre -59,45 Md€ à fin juin 2013 à périmètre constant. Cette stagnation s'explique essentiellement par une légère baisse des

recettes (-0,54 Md€), une baisse des dépenses du budget général (-1,45 Md€) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-0,86 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 153,85 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,40 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,21 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,20 Md€ dont 1,86 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 0,91 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,57 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,81 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,73 Md€ ;

✓ Mission **Régimes sociaux et de retraite** : 1,19 Md€ dont 0,94 Md€ dédié au programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,18 Md€ dont 0,63 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,08 Md€ dont 0,82 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin juin 2014 s'élèvent à 153,85 Md€ contre 155,30 Md€ à fin juin 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-3,05 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation

de capital de la Banque européenne d'investissement) et des dépenses d'opérations financières (-0,91 Md€) mais compensée partiellement par la hausse des dépenses d'intervention (+1,26 Md€) et d'investissement (+0,82 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 111,07 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 10,35 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 4,40 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 4,02 Md€ (notamment dus au versement du 2nd acompte au 15 juin) ;

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : 2,49 Md€ ;

Recettes diverses : 1,46 Md€ (dont 0,74 Md€ de contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués et 0,69 Md€ de taxe de risque systémique sur les banques) ;

Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers : 1,45 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -6,87 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,52 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 146,56 Md€

Elles s'élevaient à 145,62 Md€ à périmètre constant à fin juin 2013, soit une hausse de 0,94 Md€. Les augmentations substantielles concernent l'IR (+6,38 Md€) et la TVA (+1,52 Md€). En revanche,

les recettes nettes d'IS sont en baisse de 5,89 Md€ notamment en raison de l'impact du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Recettes non fiscales : 3,66 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2014 s'élèvent à 3,66 Md€ contre 5,49 Md€ à fin juin 2013 à périmètre constant. Cet écart résulte essentiellement

de l'encaissement en juin 2013 de dividendes Banque de France.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -40,50 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -40,50 Md€ à fin juin 2014 contre -41,07 Md€ à fin juin 2013. Cette variation s'explique

essentiellement par la baisse de 0,41 Md€ des prélèvements au profit de l'Union européenne, par rapport à l'an passé.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -16,62 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,72 Md€ et des recettes pour 12,35 Md€ (notamment dues aux acomptes de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de cotisation foncière des entreprises au 15 juin). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 0,93 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,94 Md€ de

recettes de TVA affectées aux organismes sociaux. Le compte « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,50 Md€ correspondant au versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet Etat des revenus perçus sur les titres grecs et 0,40 Md€ de recettes relatives au produit des contributions de la Banque de France.

Au 30 juin 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -16,62 Md€ contre -15,76 Md€ en juin 2013. Cet écart s'explique principalement par l'évolution du solde des comptes d'affectation spéciale (-1,05 Md€).

Dette financière de l'Etat au 30 juin : 1 537,13 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 79,70 Md€) et les BTF (émissions nettes de

14,57 Md€). Les montants des BTAN ont diminué de 19,40 Md€ au cours de l'exercice.



☞ La dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte

Suite au référendum organisé auprès de ses habitants le 29 mars 2009, la collectivité départementale de Mayotte est devenue, le 31 mars 2011, le 101^{ème} département français et le 5^{ème} département d'outre-mer.

Une loi simple et une loi organique ont été promulguées le 7 décembre 2010 afin de déterminer les conditions du passage de Mayotte dans le régime d'identité législative et de l'application du droit commun, sous réserve des adaptations rendues nécessaires en raison de ses caractéristiques et contraintes particulières.

Ainsi, il a été prévu un accompagnement spécifique de Mayotte destiné à préparer son entrée dans le droit commun. L'article 45 de la loi de finances initiale pour 2014 a institué un prélèvement

sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes fiscales pour le département de Mayotte.

Le montant du prélèvement est établi de façon à ce que la somme des recettes fiscales et douanières du département en 2014 et de la compensation soit égale aux recettes fiscales perçues par le département en 2012.

Au titre de 2014, un montant provisoire de 83 millions d'euros a été fixé jusqu'à ce que soit connu le montant total des recettes perçues par le département de Mayotte. Ce montant est versé mensuellement à raison d'un douzième depuis janvier 2014.

Au 30 juin, le montant versé de la **dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte** s'élève à 41 millions d'euros.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page
	Jun	2014	2013 retraité 2013 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	4 924	-59 405	-59 454 -59 314	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	19 338	153 852	155 297 155 132	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	19 216	111 070	111 606 111 580	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 402	43 736	37 361 37 361	
- IS *	4 021	15 654	21 541 21 541	
- TVA	10 354	68 079	66 560 66 539	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	5 046	-16 623	-15 762 -15 762	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-994	89 313		18
Dette financière de l'Etat	17 195	1 537 126		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	10 563	61 264	61 289	61 383
Dépenses de fonctionnement	2 263	27 023	30 068	29 842
Charges de la dette de l'Etat	0	20 378	19 916	19 916
Dépenses d'investissement	502	6 489	5 666	5 666
Dépenses d'intervention	6 077	37 497	36 242	36 209
Dépenses d'opérations financières	-67	211	1 125	1 125
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	19 338	153 852	155 297	155 132
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	26 421	146 555	145 615	145 590
Recettes non fiscales	746	3 657	5 492	5 492
Prélèvements sur recettes	-8 390	-40 499	-41 074	-41 074
Fonds de concours	440	1 358	1 572	1 572
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	19 216	111 070	111 606	111 580
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	27 606	151 569	152 680	152 655
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-122	-42 782	-43 691	-43 552
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	245	2 430	3 484	3 484
Solde des comptes de concours financiers	4 484	-19 650	-19 386	-19 386
Solde des comptes de commerce	266	579	147	147
Solde des comptes d'opérations monétaires	-216	-48	81	81
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 046	-16 623	-15 762	-15 762
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	4 924	-59 405	-59 454	-59 314



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2014	2013 retraité	2013 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 563	61 264	61 289	61 383
Rémunérations d'activité	5 936	34 717	34 735	34 776
Cotisations et contributions sociales	4 545	26 134	26 147	26 201
Prestations sociales et allocations diverses	81	413	406	406
AUTRES TITRES	8 776	92 589	94 009	93 749
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 263	27 023	30 068	29 842
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 727	13 168	15 587	15 393
Subventions pour charges de service public	536	13 854	14 481	14 449
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	20 378	19 916	19 916
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	20 378	19 916	19 916
Titre 5 - Dépenses d'investissement	502	6 489	5 666	5 666
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	441	5 834	4 815	4 815
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	61	655	851	851
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 077	37 497	36 242	36 209
Transferts aux ménages	1 114	15 271	15 338	15 301
Transferts aux entreprises	1 570	5 887	4 852	4 857
Transferts aux collectivités territoriales	871	3 656	4 057	4 060
Transferts aux autres collectivités	2 523	12 681	11 992	11 988
Appels en garantie	0	3	3	3
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	-67	211	1 125	1 125
Prêts et avances	0	34	233	233
Dotations en fonds propres	39	221	274	274
Dépenses de participations financières	-106	-43	618	618
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	19 338	153 852	155 297	155 132



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2014		Cumul à fin juin 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	146	260	1 718	1 429	1 516
Action de la France en Europe et dans le monde	87	164	900	854	948
Diplomatie culturelle et d'influence	38	75	591	398	390
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	228	177	178
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	332	222	1 456	1 243	1 332
Administration territoriale	150	142	863	815	833
Vie politique, culturelle et associative	17	16	104	95	141
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	165	65	488	333	359
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	259	260	1 514	1 535	1 602
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	156	167	708	789	825
Forêt	4	1	221	186	187
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	39	35	241	222	236
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	58	344	338	353
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	219	54	1 504	1 542	1 743
Aide économique et financière au développement	2	29	461	715	745
Solidarité à l'égard des pays en développement	217	25	1 042	827	998
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	12	53	2 165	2 138	2 215
Liens entre la Nation et son armée	7	12	54	52	52
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	30	2 025	2 038	2 114
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	11	85	49	49
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	49	318	312	312
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	31	177	175	171
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	103	99	101
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	345	221	1 581	1 143	1 129
Patrimoines	68	51	486	322	309
Création	159	83	530	348	343
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	117	87	566	473	477
DEFENSE	3 015	3 197	19 240	22 172	21 861
Environnement et prospective de la politique de défense	111	141	865	929	974
Préparation et emploi des forces	1 971	1 858	12 031	11 909	12 433
Soutien de la politique de la défense	272	288	1 370	1 511	1 462
Equipement des forces	662	910	3 474	6 324	6 992
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 500	1 500	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	83	71	520	474	480
Coordination du travail gouvernemental	44	29	207	194	200
Protection des droits et libertés	6	6	47	38	38
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	33	35	266	243	242
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	1 100	615	6 151	4 823	5 192
Infrastructures et services de transports	770	157	2 797	2 167	2 336
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	15	17	119	81	74
Météorologie	0	0	153	102	106
Paysages, eau et biodiversité	16	14	168	132	156
Information géographique et cartographique	0	0	71	47	47
Prévention des risques	31	8	122	83	83
Energie, climat et après-mines	28	117	413	372	448
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	240	302	1 839	1 838	1 942
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2014		Cumul à fin juin 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	-26	-27	659	663	683
Développement des entreprises et du tourisme	-74	-78	336	345	361
Statistiques et études économiques	35	38	239	236	240
Stratégie économique et fiscale	13	14	83	81	82
Projets industriels (1)	0	0	0	0	0
Innovation (1)	0	0	0	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	264	340	6 045	3 685	3 565
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	110	148	745	556	470
Aide à l'accès au logement	0	0	4 732	2 537	2 506
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	73	33	141	252	295
Politique de la ville	81	160	428	339	293
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2	36	20 878	23 899	25 140
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	20 378	20 378	19 916
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2	0	5	3	3
Epargne	0	36	494	256	343
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 488	5 398	33 742	33 289	32 763
Enseignement scolaire public du premier degré	1 652	1 652	9 641	9 632	9 436
Enseignement scolaire public du second degré	2 562	2 553	15 347	15 327	15 233
Vie de l'élève	308	266	2 868	2 609	2 523
Enseignement privé du premier et du second degrés	703	667	3 976	3 903	3 790
Soutien de la politique de l'éducation nationale	167	154	1 137	1 058	1 067
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	96	106	773	761	714
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 087	1 078	5 849	5 680	5 824
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	802	819	4 285	4 194	4 303
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	9	17	67	70	78
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	117	96	475	444	433
Facilitation et sécurisation des échanges	125	128	864	813	841
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	11	59	52	53
Fonction publique	22	8	98	106	116
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	74	41	336	228	235
Immigration et asile	71	39	326	222	223
Intégration et accès à la nationalité française	3	2	10	7	12
JUSTICE	509	676	3 591	3 787	3 781
Justice judiciaire	150	264	1 432	1 530	1 497
Administration pénitentiaire	275	316	1 344	1 544	1 492
Protection judiciaire de la jeunesse	53	63	437	365	371
Accès au droit et à la justice	5	6	219	218	278
Conduite et pilotage de la politique de la justice	25	26	157	128	142
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	61	110	536	396	386
Presse	52	50	146	147	89
Livre et industries culturelles	8	60	221	122	113
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	100	56	116
Action audiovisuelle extérieure	0	0	70	70	68



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2014		Cumul à fin juin 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	95	485	1 429	1 275	1 154
Emploi outre-mer	42	454	1 194	968	837
Conditions de vie outre-mer	53	30	235	307	318
POLITIQUE DES TERRITOIRES	30	27	67	115	113
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	29	26	59	105	104
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	8	10	9
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	991
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	7 858	539	24 697	13 552	14 171
Formations supérieures et recherche universitaire	4 189	173	10 359	6 286	6 326
Vie étudiante	540	174	2 188	1 541	1 433
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	8	6	4 768	2 422	2 466
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 261	631	902
Recherche spatiale	0	0	1 346	1 070	1 206
Ecosystèmes d'excellence (1)	3 100	0	3 100	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	-184	-25	852	842	1 175
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	209	173	471	508	415
Recherche duale (civile et militaire)	-120	0	60	60	59
Recherche culturelle et culture scientifique	95	1	97	2	27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	36	194	189	161
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	220	1 190	4 916	4 407	4 316
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	37	938	3 097	2 931	2 965
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	413	395
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	184	184	1 062	1 062	956
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	503	701	1 904	1 835	1 536
Concours financiers aux communes et groupements de communes	119	60	341	294	282
Concours financiers aux départements	97	204	387	353	295
Concours financiers aux régions	277	399	902	859	648
Concours spécifiques et administration	10	38	275	329	311
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	14 029	14 024	46 018	46 004	41 764
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	13 542	13 537	43 498	43 484	39 034
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	487	487	2 520	2 520	2 730
SANTE	52	248	977	707	729
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	12	1	419	252	353
Protection maladie	40	247	558	455	375
SECURITES (3)	1 474	1 572	9 041	8 797	8 914
Police nationale	809	806	4 663	4 596	4 645
Gendarmerie nationale	629	726	4 148	3 990	4 038
Sécurité et éducation routières	12	9	56	51	51
Sécurité civile (3)(4)	25	30	173	159	180



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2014		Cumul à fin juin 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	109	645	11 983	7 980	8 001
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	6	9	94	24	360
Actions en faveur des familles vulnérables	21	19	151	109	104
Handicap et dépendance	8	544	10 596	6 928	6 627
Egalité entre les hommes et les femmes	2	4	13	9	7
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	68	1 130	910	904
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	61	96	360	307	319
Sport	12	48	202	175	180
Jeunesse et vie associative	49	47	159	133	139
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	830	1 182	7 718	5 448	5 293
Accès et retour à l'emploi	483	491	5 362	3 573	2 761
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	284	628	1 941	1 489	2 115
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	6	49	32	44
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	58	366	354	374
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 280	33 363	217 903	199 856	197 061
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 251	19 338	171 885	153 852	155 297

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 779	44 668	38 084	38 084
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	163	876	1 043	1 043
Impôt sur les sociétés (C)	12 685	30 326	32 431	32 431
Impôt sur les sociétés	12 415	29 680	31 716	31 716
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	270	646	714	714
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	5 510	7 907	8 555	8 555
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	49	326	283	283
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 454	2 317	2 892	2 892
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	22	23	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	2 485	2 804	2 542	2 542
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	7	64	92	92
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	90	35	35
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	15	16	16
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	41	42	42
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	4	6	6
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	4	5	5
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	17	54	67	67
Recettes diverses	1 464	2 152	2 526	2 526
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 141	6 090	6 283	6 282
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 497	93 485	91 979	91 958
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 670	9 206	9 003	9 000
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	29	177	137	137
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	75	78	78
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	5	10	10
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	116	601	584	584



	Mois		Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès		796	4 046	3 978	3 978
Contribution de sécurité immobilière		46	279	259	259
Autres conventions et actes civils		82	278	238	238
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		29	178	170	170
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance		9	40	62	62
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		15	103	72	72
Timbre unique		27	107	86	86
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		80	158	222	222
Autres droits et recettes accessoires		0	3	3	3
Amendes et confiscations		-1	15	17	17
Taxe générale sur les activités polluantes		4	165	216	216
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		2	14	14	14
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		13	85	85	85
Autres droits et recettes à différents titres		0	2	6	6
Taxe sur les achats de viande		0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		2	25	26	26
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	25	24	24
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	26	27	27
Taxe de l'aviation civile		6	72	42	42
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		0	24	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		189	1 002	943	943
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		64	329	345	345
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		54	221	193	193
Prélèvements sur les paris sportifs		12	82	72	72
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne		5	31	32	30
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)		0	7	47	47
Taxe sur les transactions financières		66	378	338	338
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		1	2	4	4
Autres taxes		11	73	67	67
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)		40 445	192 558	187 378	187 353
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)		26 421	146 555	145 615	145 590

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	292	1 151	2 723	2 723
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	11	1 388	1 388
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	53	54	124	124
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	234	1 085	1 211	1 211
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	130	922	791	791
Revenus du domaine public non militaire	14	132	128	128
Autres revenus du domaine public	25	188	81	81
Revenus du domaine privé	5	21	24	24
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	72	55	55
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	81	486	494	494
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	12	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	4	10	9	9
Produits de la vente de biens et de services (C)	72	443	453	453
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	172	171	171
Autres frais d'assiette et de recouvrement	33	254	246	246
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	9	28	28
Autres recettes diverses	1	5	5	5
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	38	168	231	231
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	22	61	137	137
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	2	26	21	21
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	11	66	56	56
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	4	4
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	8	6	6



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	46	256	301	301
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	33	142	142
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	16	5	5
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	2	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	41	192	144	144
Frais de poursuite	1	6	6	6
Frais de justice et d'instance	1	4	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	168	717	993	993
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	64	178	178
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	72	63	63
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	17	18	15	15
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	5	15	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	14	78	85	85
Divers versements de l'Union européenne	0	14	30	30
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	11	10	10
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	11	18	18
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	34	155	98	98
Produits divers	64	71	26	26
Autres produits divers	7	190	396	396
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	746	3 657	5 492	5 492



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-6 867	-27 098	-27 259	-27 259
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-5 389	-22 252	-22 421	-22 421
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-8	-8
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-365	-1 545	-1 373	-1 373
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-519	-882	-966	-966
Dotation élu local	-20	-64	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-20	-19	-19
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	-5	-5
Dotation régionale d'équipement scolaire	-21	-21	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-52	-52
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-279	-1 656	-1 710	-1 710
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-180	-381	-428	-428
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-63	-21	-21
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-82	-140	-174	-174
Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-1	-1
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	-5	-5
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-41	0	0
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	-1	-22	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 523	-13 401	-13 815	-13 815
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-8 390	-40 499	-41 074	-41 074
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	422	1 245	1 400	1 400
Fonds de concours - coopération internationale	18	113	172	172
TOTAL FONDS DE CONCOURS	440	1 358	1 572	1 572

(1) ligne supprimée en 2014

(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 169	5 414	32 549	34 174	34 979	37 658	2 430	3 484
Aides à l'acquisition de véhicules propres	31	30	113	116	173	139	59	23
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	62	140	630	626	719	754	89	128
Développement agricole et rural	4	3	11	9	98	102	87	94
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	26	31	137	165	188	184	51	19
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	129	3	146	671	639	668	493
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	38	153	124	104	302	177	178	73
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	111	0	0	1	-111
Participation de la France au désendettement de la Grèce	501	399	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	15	202	3 662	5 372	3 469	5 393	-193	21
Pensions	4 468	4 327	27 345	26 926	28 943	29 228	1 598	2 302
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	24	0	24	0	19	35	-5	35
Comptes de concours financiers	8 960	13 444	54 405	50 578	34 755	31 192	-19 650	-19 386
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	115	150	43	30	-72	-120
Avances à l'audiovisuel public	296	140	1 776	1 724	977	929	-798	-795
Avances aux collectivités territoriales	7 720	12 345	46 192	43 839	27 345	25 551	-18 847	-18 288
Avances aux organismes de sécurité sociale	925	941	6 181	4 600	6 187	4 492	6	-108
Prêts à des Etats étrangers	19	13	87	251	188	189	101	-62
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	5	54	13	15	0	-39	-13
Comptes de commerce	-10	256	23 472	23 342	24 051	23 490	579	147
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	47	19	333	423	466	546	133	123
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	16	78	76	77	73	-1	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	74	1 265	1 418	1 339	1 418	74	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	20	3	176	169	346	294	170	125
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	-96	130	21 593	21 103	21 785	21 130	191	27
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	2	2	0	0	-2	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	10	17	23	29	29	13	6
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	8	0	9	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	290	74	1 298	743	1 250	824	-48	81
Emission des monnaies métalliques	22	74	94	101	108	99	15	-2
Opérations avec le Fonds Monétaire International	267	0	1 205	634	1 140	722	-65	89
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	8	3	3	3	-5
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 408	19 187	111 723	108 837	95 035	93 163	-16 688	-15 674
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 141	19 187	110 519	108 203	93 896	92 441	-16 623	-15 762

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	171	636
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
	La Poste	1	0	2
	Autres organismes à caractère financier	223	-69	154
	Total organismes à caractère financier	701	102	802
	CEPL			
	Régions	1 204	-719	485
	Départements	4 702	-2 078	2 625
	Communes	18 791	-1 804	16 987
	HLM	372	-20	351
	Autres CEPL	19 355	-1 265	18 090
	Total CEPL	44 424	-5 886	38 537
	Hôpitaux	4 475	-410	4 064
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	2 515	11 824
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 370	3 724
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	112	2 533
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	198	1 001
	Total établissements publics nationaux	14 886	4 195	19 081
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 569	10 384	
Communautés européennes	166	608	774	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	-13	56	
GIP	433	138	570	
EPL	1 802	772	2 574	
Autres correspondants	12 122	-669	11 453	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	154	14 654	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	-2 806	88 297	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	153	934
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-3 400	82
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-3 249	1 017
Total Passif (A)		95 368	-6 055	89 313
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-6 054	89 313



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	74 868	1 532 088
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	79 704	1 146 645
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	69 664	974 709
- <i>taux variable</i>	142 776	9 896	152 672
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-19 404	197 032
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-20 225	184 416
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	14 568	188 411
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 084	-46	5 038
TOTAL (A+B+C)	1 462 304	74 822	1 537 126



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.